

MARTY CONTINUERA-T-IL A SE TAIRE ?

DEPUIS des mois les travailleurs de France assistent au monologue des dirigeants staliniens : Marty, mis en accusation pour désoberance politique, Marty accusé de fractionnisme, Marty exclu du Secrétariat, Marty exclu du Bureau Politique, Marty exclu du Comité Central, Marty exclu du Parti communiste français.

Le scénario se déroule inexorablement selon un plan préparé à Moscou et mis à exécution d'après un calendrier soigneusement établi. Après les premières mesures est venue une campagne de condamnation politique, posant des Marty, positions exposées par Léon Mauvais, par Ducloux, par Billoux, par Paul ou Jacques... mais jamais par Marty lui-même à qui la parole n'est pas donnée. Cette campagne est bien vite abandonnée car, même en présentant tendancieusement les positions du condamné, elle réveille chez les militants les rancœurs du passé : les milices disoutes, la collaboration avec de Gaulle, le préjudice d'abord, la trahison de la gauche de 1947, la trahison de la gauche de 1948, la politique de division et de sabotage du front unique ; un bilan de neuf années de faillite des hommes du Kremlin !

Marty se tait ! Bonne aubaine pour Léon Mauvais et autres... Marty, ennemi du parti ; Marty lié aux policiers ; Marty informe le Figaro (n'est-ce pas plutôt l'agent provocateur Tauriny qui a informé le Figaro par ordre de Léon Mauvais ?) Marty continue à se taire ! Léon Mauvais ne se sent plus de joie ! Ah, voyez la duplicité de Marty : il se tait... mais la presse reproduit la lettre de démission de Vuillemin ; quelle presse ? La presse ennemie du parti, puisque la presse amie - c'est l'Humanité et ses éditions de province - n'a bien sûr pas publié cette lettre !

Il se tait ; mais il envoie des enveloppes écrites de sa main, ou de sa main de secrétaire exclu, à des membres du parti, contenant des extraits de la lettre de Vuillemin. Quelle duplicité ! Il écrit de sa main ! Et il ose encore prétendre qu'il s'est abstenu de tout écrit pouvant nuire au parti ? « quelle duplicité ! Ainsi donc les choses apparaissent clairement. Etc., etc. A travers ses colonnes et ses injures, Léon Mauvais laisse transparaître la panique : Marty n'a pu « dévoyer le parti idéologiquement et politiquement... ». Il savait que, DANS LEUR HOMME MAJORITÉ, les membres du parti ont approuvé son exclusion du Parti ».

« LA VERITE »

(Suite page 3.)

LE PLEBISCITE DE MONSIEUR TAM

SI sur les 10 millions d'habitants de la France, seuls votaient ceux du département du Nord (soit 2 millions) sans doute penseraient-ils que la consultation électorale n'a pas grande valeur.

Si de ces seuls votes on prétendait ensuite tirer des conclusions sur l'opinion des 40 millions de Français, sans doute dirait-on qu'il s'agit d'une farce, et d'une mauvaise farce.

Si, enfin, on disait que cette élection constitue un véritable plebiscite, sans doute dirait-on au riflet en Indochine.

Il n'en est pas de même en Indochine. Le 1er janvier, le gouvernement français de M. Tam vient d'être plébiscité et le 31er-Minh a suivi un cuisant échec.

Quel succès en effet : sur 21 millions d'habitants : 1 million d'électeurs inscrits (400.000 au Sud, 400.000 au Tonkin, 200.000 en Annam). Et pas n'importe quels électeurs !

Les femmes étaient exclues des bureaux de vote, de même que l'armée. Le corps électoral était composé des hommes qui en 1951 se firent inscrire sur les listes de recensement en vue de la mobilisation. Clairement cela veut dire d'hommes pour le moins peu favorables au Viet-Minh, puisqu'ils acceptaient plus ou moins passivement d'être enrôlés par les colonies.

Sur les 1.000 communes de ce Tonkin où était si bien organisé l'armée française, sept cent seulement étaient admises au vote. Pour les autres on n'avait pas voulu prendre de risques fuyelles.

De même sur l'ensemble du territoire, 1.920 communes étaient touchées par les élections, sur un total d'une vingtaine de millions. Et c'est une excellente occasion de rappeler que de l'avis officiel 25 % du pays indochinois est « contrôlé » par le gouvernement Bao-Dai. Contrôle quel que soit théorique, les guerilles viet-minh ont cassé dix hectares de troupeaux vivants et dix entreprises des sabotages d'ouvrages militaires (postes, chemins de fer, etc.).

La presse bourgeoise qui qualifie avec humour ces élections de « parties » n'a cessé avant le vote d'attirer l'attention sur l'épreuve qu'elles constituaient pour Tam et ses conseillers. Par contre, au soir du scrutin et dès que les résultats furent connus, elle fut la première à louer les pourcentages et le caractère de la victoire. Nous ont surtout été fournis les pourcentages et par conséquent, par exemple, 70, 80, 90 et même 95 % dit-on. Nous dit que des élections allaient ramasser les électeurs dans

EN un mois le gouvernement Mayer a donné toute sa mesure. Si le renversement du gouvernement Poiny a marqué en partie les impatiences de la gauche bourgeoise française devant la laderie du donateur américain, Mayer a montré les limites de sa fermeté.

Le budget à tiroirs en forme de lois-cadres qu'il s'est empressé de faire voter tranche surtout dans les dépenses civiles et suspend de terribles menaces sur la classe ouvrière, en particulier par ses points contre la Sécurité sociale. Quant au colossal budget de guerre, n'en est pas suffisant pour satisfaire Foster Dulles, il n'en est pas moins étonnant pour les travailleurs. Le nouveau gouvernement américain, comme nous le montrons par ailleurs, se moque des moyens de pression de René Mayer. Il mise désormais non plus sur la France, mais sur l'Allemagne et saura toujours faire rejoindre à la majorité Mayer le strapontin qui lui est réservé au C.G.G. de l'armée européenne par de nouvelles restrictions de ses dépenses. Si la bourgeoisie française veut tenter de suivre la même voie de résistance de sa cour d'Angleterre, elle devra chercher un autre homme que René Mayer et un autre programme s'il en est.

Mais pour l'instant René Mayer sert bien sa classe. Bien loin de libérer Le Léop et les autres prisonniers de Poiny, l'homme qui a fait son ministre du chasseur de mouches Bouzoum, se dévoue à l'interdire cette année la manifestation commémorative du 12 février.

Pour ce gouvernement qui risque d'échouer à la première difficulté, quel danger en effet que cette manifestation ! Enfin le puissant courant d'unité de la classe ouvrière s'imposait comme en février 34. Etranglée dans son isolement, l'Union Départementale C.G.T. devait, en dépit de la ligne Lecœur, accepter les propositions unitaires du Syndicat Autonome de l'Enseignement de la Région Parisienne. Au comité paritaire, ainsi constitué par ces deux organisations syndicales, Force Ouvrière ne parvenait à refuser sa participation qu'en se cachant derrière le misérable prétexte de l'initiatrice de la manifestation prise d'abord unilatéralement par la C.G.T. Comme si la même initiative n'aurait pas dû venir en même temps de F.O. Des arguments de cet

Michel LEQUEENNE. (Suite page 3.)

les campagnes pour les enlever au bureau de vote. Admirable liberté ! Il a bien fallu dire cependant que Hanoi, par exemple, c'est une cité nationaliste de gauche qui a rafilé tous les sièges sauf un. Liste dont la tête est représentée par Nguyen The-Trouy, ancien ministre d'Ho Chi-Minh, détaché dans l'océan indien de 1940 à 1946, « éloigné » à nouveau durant le règne de Di Latrie, farouche adversaire du gouvernement Tam, et récemment des élections générales libres et de la fin de la guerre.

Placés devant une liste nationaliste favorable à la fin de la lutte et que liste colonialiste Tam, les électeurs n'ont pas hésité. Leurs bulletins de vote leur ont servi à manifester malgré les pressions, les combines, les préparations de toutes sortes, qu'ils veulent un Vietnam libre et indépendant, un Vietnam au paix.

Et dans un tel Vietnam, Bao-Dai et sa clique ne présenteront pas lourd. A travers ce simulacre d'élections, la volonté du peuple vietnamite est arrivée à percer. Qu'ils aient ou non des divergences avec le Viet-Minh, les indochinois veulent avant tout le droit de régler leurs affaires entre eux, c'est-à-dire à la fin du colonialisme.

Peut-être M. Tam espérait-il démontrer autre chose ?

M. HENNEQUIN.

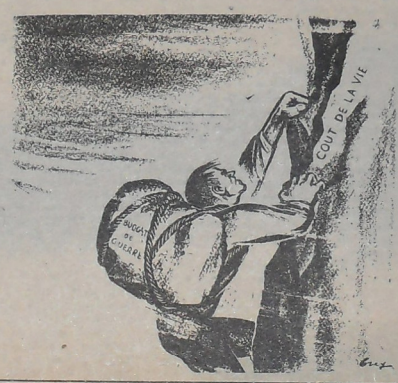
De la Caserne Un aspect de l'occupation EXtrait d'une lettre d'un soldat français, faisant son service en Allemagne du Sud. ... Ici, ça va plutôt mal du côté de la santé pour la plupart de nous. On a du froid, bien entendu. Du 1er mars de mon côté, j'ai probablement été réformé parce que j'ai eu les pieds gelés au cours d'une manœuvre où l'été d'une bonne heure en faction. Par ailleurs, j'ai eu l'été l'été, j'ai eu la grippe et j'ai eu la grippe. Je suis malade de six jours, gravement malade de bronchite et affaibli. Je prendrai sur 40, ce qui fait 13 à 14 %.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION - ADMINISTRATION 46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (11e) - Tél. : CEN. 68-96 C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie 603.201 Paris ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. - 6 MOIS : 200 FR.

COMME EN 1934 DEVELOPPONS L'UNITE D'ACTION ébauchée pour commémorer le 12 Février



Le budget à tiroirs en forme de lois-cadres qu'il s'est empressé de faire voter tranche surtout dans les dépenses civiles et suspend de terribles menaces sur la classe ouvrière, en particulier par ses points contre la Sécurité sociale. Quant au colossal budget de guerre, n'en est pas suffisant pour satisfaire Foster Dulles, il n'en est pas moins étonnant pour les travailleurs. Le nouveau gouvernement américain, comme nous le montrons par ailleurs, se moque des moyens de pression de René Mayer. Il mise désormais non plus sur la France, mais sur l'Allemagne et saura toujours faire rejoindre à la majorité Mayer le strapontin qui lui est réservé au C.G.G. de l'armée européenne par de nouvelles restrictions de ses dépenses. Si la bourgeoisie française veut tenter de suivre la même voie de résistance de sa cour d'Angleterre, elle devra chercher un autre homme que René Mayer et un autre programme s'il en est.

Le Bureau politique du P. C. I. proteste contre l'interdiction de la manifestation du 8

Le gouvernement a fait connaître au Comité d'organisation de la manifestation du 8 février, sa volonté d'interdire le défilé commémoratif de la grève générale du 12 février 1934. Il a prétendu justifier cette décision par le précédent de l'an passé et en alléguant qu'accorder l'assurance aux associations, obligé par l'accorder aux fascistes qui voudraient commémorer le 8 février. Cette interdiction provocatrice (ainsi que ses considérands scandaleux) d'une manifestation traditionnelle unitaire pour la première fois depuis plusieurs années, doit sonner l'alerte pour tout le mouvement ouvrier. La nuit du 1er au 2 a vu un groupe fasciste saccager le siège de la section de Plaisance du Parti communiste français. Le gouvernement Mayer se garde d'empêcher de semblables manifestations commémoratives du 8 février. Elles sont, au contraire, la conséquence logique de la politique de répression anti-ouvrière. C'est pourquoi le Bureau Politique du Parti communiste internationaliste a protesté contre l'interdiction de la manifestation du 8 février et qu'il appelle cette elle à renforcer l'unité d'action ouvrière ébauchée dans la préparation commune du 8 février.

L'ANTITROTSKISME ARME DE LA DIVISION

CHACUN sait dans quelles conditions s'effectuera cette année la préparation de la manifestation commémorative du 12 février 1934. Crainte de l'interdiction polaire ou de l'échec de la manifestation, chez les dirigeants de l'U.D.-C.G.T., pression des éléments unitaires sur la direction du Syndicat de l'Enseigne (Suite page 2.)

Utiliser le répit pour la victoire

DANS le sillage quasi général de la répression se poursuit en Afrique du Nord, le mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, publie le bilan de la répression en Algérie pour 1952. Ces chiffres sont d'une éloquence tragique : 890 militants arrêtés, 325 années d'emprisonnement prononcées, 185 années d'interdiction de séjour, 305 années de privations de droits civiques, 6.842.000 fr. d'amende, 10 assassinats, à Orléansville le 14 mai, un autre à Philippeville le 22 octobre, la presse et les publications saisies et entravées, le grand leader national Messali Hadj, déporté et sur tout, le pays des expéditions de ratisseage incessantes, les dénonciations des C.R.S. avec son cortège d'effroyables misères et ses vicieuses tentes cette petite ville de 19 mois morte de peur au cours du dernier ratisseage dans les Aures le 27 janvier. Si les informations sont plus rares sur la Tunisie et le Maroc, il est hors de doute qu'il en va de même. Les responsabilités du mouvement ouvrier français sont lourdes devant cette situation. Notre camarade Lambert répond au Que Faire angoissé qui pose l'opinion ouvrière de notre pays.

LE PROBLEME NORD-AFRICAIN EST POSE

Il n'est plus au pouvoir de l'impérialisme français de faire retomber le rideau de fer sur son exploitation coloniale. Non seulement à l'échelle internationale, mais en France même, le dossier de la colonisation française est ouvert.

Les couches les plus larges du peuple de France ont été frappées par le caractère criminel des provocations coloniales. Non seulement à l'échelle internationale, mais en France même, le dossier de la colonisation française est ouvert. Les couches les plus larges du peuple de France ont été frappées par le caractère criminel des provocations coloniales. Si elles ne se sont pas mobilisées, c'est avant tout parce que les grandes organisations ouvrières se sont refusées à réaliser le Front unique de combat pour l'aide aux peuples d'Afrique du Nord. Le Parti socialiste et le Parti communiste français ont protesté que verbalement, sans organiser en commun une action commune contre l'impérialisme. La Conférence des Partis socialistes d'Asie a stigmatisé cette attitude de la direction du Parti socialiste (S.F.I.O.). L'attitude de la direction du P.C.F. a été des plus fluctuantes, passant de la dénonciation des grèves destouriennes à leur soutien, pour aujourd'hui préconiser une politique d'entente entre le gouvernement français d'une part, la Tunisie et le Maroc d'autre, sur la base « d'accords économiques préservant les intérêts français ». En fait, au nom de la politique du Front National Uni, les dirigeants du P.C.F. sont prêts à passer des accords avec la bourgeoisie et à abandonner complètement les revendications d'indépendance.

Dans cette situation la responsabilité des dirigeants en commun est évidente. Les grandes organisations de masses qui se sont refusées à agir et à réaliser le Front Unique est écopante.

LE FRONT DE L'INDEPENDANCE NORD-AFRICAINE INSTRUMENT DE LA VICTOIRE

Les dirigeants destouriens ont à juste titre tenté d'utiliser les contradictions interimpérialistes pour développer leur politique. Cependant il semble que ces dirigeants ont nourri quelques illusions tant sur la volonté de Washington de soutenir leur point de vue que sur ses possibilités de compromis avec l'impérialisme français. Il a suffi de la crainte d'un développement du mouvement pour que le front de l'impérialisme se ressoude à l'O.N.U. En fait, la leçon essentielle à tirer des événements d'Afrique du Nord, c'est que ni le Né-

Un pas pour le Front unique Un pas pour la libération de Le Leap

On ne peut indéfiniment crier : « Victoire », alors que chaque jour la réaction prend plus d'assurance, que la police arrête, torture, exécute, condamne, emprisonne, qu'un sentiment fataliste pénètre peu à peu dans les rangs ouvriers. Dans son appel du 23 janvier, le Comité Central du P.C.F. l'a lui-même lorsqu'il demande que soit organisée « une manifestation beaucoup plus large, beaucoup plus puissante, beaucoup plus prometteuse pour barrer la route au fascisme ». Beaucoup plus puissante, certes, mais en lieu de compte cela dépend de son alignement dans l'unité la plus large. Voyons maintenant ce que signifie cet impératif pour la Fédération de la Seine du P.C.F., et quelles formes pratiques elle doivent prendre ; le 24 janvier, elle demande aux cellules d'entreprises et locales du département de la Seine :

« que les ouvriers communistes prennent contact avec les travailleurs socialistes pour organiser l'action en commun ; que les Comités de sections s'adressent aux sections socialistes en vue de leur unité pour les libérer, contre le complot et pour la commémoration du 12 février 1934 ». Tout cela est très bien, mais qu'attend donc la Fédération de la Seine du P.C.F. pour mettre l'ensemble ? Qu'attend-elle pour faire des propositions d'unité d'action à la Fédération S.F.I.O. de la Seine ? L'ensemble des travailleurs socialistes ne tendront la main aux ouvriers communistes et regroupement, que lorsque les deux partis ouvriers se décideront à SE DÉFENDRE ENSEMBLE. Une organisation ouvrière quelle qu'elle soit, qui dans la période présente ne fait pas des propositions correctes de front unique aux autres organisations ouvrières, sera aux yeux des travailleurs, et même de ses propres militants, une organisation qui n'est pas réellement décidée à lutter contre les menées répressives du gouvernement. Est-ce que l'unité d'action entre organisations correspond réellement à l'aspiration des travailleurs ? Il n'est que de voir l'enthousiasme qu'a pu soulever parmi les travailleurs la création du Comité d'initiative pour la commémoration des journées antifascistes de février 1934 pour répondre à cette question. En effet, ce Comité d'initiative qui rassemble deux organisations, ayant pourtant des divergences fondamentales, comme le syndicat de l'enseignement autonome de la R.P. et l'Union des syndicats C.G.T. de la R.P., a été selon Eugène Henot, secrétaire général de l'U.S. C.G.T. accueilli par les travailleurs parisiens, comme une bonne nouvelle et avec enthousiasme. « Tous les jours nous recevons nos messages, des lettres, des renseignements des travailleurs unanimes d'entreprendre divers, félicitant les deux organisations de leur initiative qui répond si bien aux aspirations des travailleurs à l'unité ». La commémoration des journées antifascistes de février 1934 prend chaque année un peu plus de valeur symbolique. Voilà une solution concrète qui s'offre à toutes les organisations ouvrières, pour, à la faveur d'une manifestation de masses, leur se les premières bases du front unique contre la répression ; il ne faut pas laisser échapper cette occasion. Le Comité d'initiative doit lancer un appel aux autres organisations : C.G.T.-F.O., C.F.T.C., C.N.T., Parti socialiste, P.C.F., P.C.I., Fédération anarchiste pour qu'ensemble, et regroupant tous les travailleurs, elles manifestent le 8 février leur volonté de lutter contre... J. BEVAERL.

LEÇONS DE FEVRIER 34

UN SEUL AU PO

Imposer l'unité d'action de la base au sommet

FEVRIER 34 est dans l'histoire du mouvement ouvrier français de l'entre-deux-guerres le mois où jamais le danger d'être détruit n'est plus grand...

occasion s'y intégrant dans la majorité républicaine, participent aux cartels électoraux avec les radicaux...

DANS son discours de janvier 1933, le nouveau journal « Démocratie Proletarienne » sous le titre « L'Unité Révolutionnaire ».

pendants, tout il fait. Je peux affirmer que dans l'ensemble la C.T.I. nous avons rencontré des camarades ouverts et favorables à l'unité syndicale.

Il y a un lien logique dans cette politique de Gran qui depuis des années nous avons combattue. Le syndicalisme « libre », hostile au Front Unique, a fondé en fait une commune racine politique : l'anticonformisme. Gran est de côté de la « Liberté »...

La division syndicale affaiblit la classe ouvrière. Gran est pour la division syndicale. La C.T.I., dirigée par les réinstitutes Devez et Passol et autres batailleurs plus ou moins E.P.F. est une arme de la bourgeoisie contre le prolétariat.

P. LAMBERT

6 FEVRIER. Crise économique et politique, imprudence du mouvement ouvrier. Le 6 février les ligues fascistes armées manifestent place de la Concorde...

Les partis socialistes et communistes devraient prendre en mains cette tâche pour la voir si se sont constitués, et en premier lieu sur les objectifs...

Thorez, commentant la scission qui vient de se produire à la S.F.I.O. entre les néo-socialistes (Renard, Dani) et CERMI à Paris...

Comment la classe ouvrière n'aurait-elle pas été désorientée par ces politiques ?

12 FEVRIER

Unité d'action: une nouvelle aube se lève. Les bandes fascistes n'étaient pas unifiées. Elles ne faisaient que partir à la conquête de la petite bourgeoisie française...

Les travailleurs sont divisés. Ils reçoivent coup sur coup de la bourgeoisie, bien que le régime capitalistique soit cent fois plus pourri qu'en 34.

Les déclarations de Lecœur et consorts sur l'unité d'action sont reprises directement de la période où Thorez déclara le « principal danger », c'est le P.S. uni à la base réduite au P.C.F. contre les dirigeants du P.S.

Février 34 prouve que l'unité d'action entre les organisations ouvrières est possible de la base ou sommet sur les objectifs qui leur sont communs dans l'immédiat.

En février 34, massés et militants furent faire preuve d'un sens politique incomparable, feint apparaître les chais généraux comme de plats imbeciles.

La C.G.T., [alors les réformistes] avait lancé le mot d'ordre de grève générale pour le 12 février. La P.S. s'associa à ce mot d'ordre dans la soirée du 7, ainsi que d'autres organisations (anarchistes). Ensemble ils avaient décidé de manifester le 12 sur le Cours de Vincennes.

Ca n'est que le 11 que le P.C.F. et la C.G.T.U. alors dirigés par Mousmoussou, Reynaud etc. donnèrent l'ordre de grève et de manifestation.

Les manifestants défilèrent chacun de leur côté sur le cours de Vincennes. Jusque au moment où l'incident se fit. Alors ce fut un enthousiasme extraordinaire. Quelque chose venait de changer.

Les manifestants défilèrent chacun de leur côté sur le cours de Vincennes. Jusque au moment où l'incident se fit. Alors ce fut un enthousiasme extraordinaire.

Il est erroné de calquer la situation du février 34 sur celle d'aujourd'hui. Bien des différences existent. Les troupes fascistes de 34 ne sont que faiblement reconstruites au sein du P.R.F. et dans quelques méchantes formations...

LA VIE DU PARTI. CONVOCATION DU COMITE CENTRAL. Les membres titulaires et suppléants du Comité Central sont convoqués à sa prochaine session qui aura lieu les 28 février et 1er mars, à Paris.

JOURNEES D'ETUDE DE LA REGION PARISIENNE. Contrairement à l'information parue dans notre dernier numéro, les Journées d'étude de la Région Parisienne se tiendront: les 28 et 29 mars.

Cercle LENINE. Vendredi 20 février, à 20 h, 30 à la Mutualité - Salle M. RANGOUN. Socialistes Coloniaux contre Socialistes Occidentaux.

1) Notre Parti ne s'est pas fait représenter à la réunion de la Démocratie Proletarienne. Nous n'entendons pas relater les débats de cette réunion, non parce qu'elle ne rassemblait qu'un petit nombre de participants...

L'assimilation, alibis abusifs du P.C.F. ainsi les organisations cryptostalinienne du P.S.U. et de l'Union Progressiste, nous oblige à nous expliquer sur cette « conférence ».

Un camarade de l'Action Socialiste de Toulouse, déclarait justement: « Il ne faut pas se laisser emporter par l'Action Socialiste et le Combat Proletarien se définissent par leurs origines socialistes... »

4) En caractérisant Démocratie Proletarienne par les positions de son principal responsable, Gran, nous nous sommes dit avec l'intention de personnaliser le débat...

Avec Gran nous avons eu à polémiquer à diverses reprises sur le plan syndical. Les divergences passées permettent de caractériser des positions qui malheureusement n'apparaissent que très faiblement et dans ses articles et dans sa récente conférence.

« On ne fait pas l'unité avec la C.G.T. Le rapprochement entre hitlériens et staliniens est exact. En fait, définitive l'unité n'est pas, unité d'action avec tout le monde sauf avec les staliniens ».

« Apparaissant, le 18-2-51, dans la Tribune Libre de L'Unité, Gran écrivait, sous le titre « Pourquoi faire l'unité syndicale ? »

« Le stalinisme apparaît de plus en plus comme synonyme du fascisme... Le champ de l'unité se trouve donc rétréci. Restent P.O., autonome, la C.T.I., le syndicat la gauche C.R.T.C. en gros ce qu'on appelle le syndicalisme libre. »

Ces citations sont nettes, précises, elles permettent de caractériser clairement les positions de nos camarades du directeur-gérant de « Démocratie Proletarienne ». La notion de classe ouvrière et la position syndicale de Gran, l'identification des ouvriers stalinien avec les fascistes va de pair avec la défense de la fasciste Confédération des Travailleurs Ind-

Stéphane JUST.

L'ANTITROTSKISME arme de la division

ment de la région parisienne, voire ce qui amena les deux organisations à conclure un accord pour la préparation plus de la journée du 6 février. Un tel accord représente le fait le plus positif survenu dans la vie syndicale française depuis des mois.

Notre Parti répondit à cet appel. C'est le camarade Daniel Renard qui apporta l'adhésion du Régime Parisien de la P.C.I. au Comité d'Organisation, dans sa réunion du 31 janvier à la Bourse du Travail.

Notre Parti répondit à cet appel. C'est le camarade Daniel Renard qui apporta l'adhésion du Régime Parisien de la P.C.I. au Comité d'Organisation, dans sa réunion du 31 janvier à la Bourse du Travail.

L'accusation de collaboration avec les nazis, dans les entreprises jusqu'à la collaboration avec les nazis durant l'occupation. Les camarades présents du Syndicat autonome protestèrent violemment contre cette provocation anti-unitaire.

« Armanet a porté contre nous des accusations extrêmement graves, en particulier celle de collaboration avec les nazis. Dans cette affaire, ce n'est pas seulement nous qui sommes visés, mais toutes les organisations ici présentes. Il va de soi que chacun, ici, a le droit de savoir avec qui il fait l'unité. Peut-on penser que le Syndicat autonome de l'Enseignement de la région parisienne ferait l'unité avec une organisation convaincue de collaboration avec les nazis ?

« Pour nous, nous continuons à réaffirmer notre accord complet avec les principes d'organisation ainsi qu'avec les mots d'ordre énoncés par le Comité d'Organisation. En fait de nos obstacles dressés devant la classe ouvrière pour réaliser son unité de front, nous sommes sûrs que cette réunion est un premier pas en avant, très important, vers la victoire ».

Les colonnes ne furent pas reprises. Les représentants du S.E.R.P. furent désignés dans la proclamation antitrotskiste, utilisée comme « bombe » contre l'unité d'action par le représentant du P.C.F. Mais ils furent aussi très unitaires pour deux. Les manœuvres déjouées dans l'unité dans le Comité d'Organisation par sa sauvegarde, et notre Parti fut admis comme organisation participante à la journée du 8 février.

(4) MANIFESTE (1931). — I. — A titre contre le régime de Lafont sur l'exploitation d'une classe de salariés par une classe de possédants.

Il s'agit d'un régime stalinien, fondé sur l'exploitation d'une classe de salariés (2115).

III. — Se sentent pour obliger l'abolition abolie du salaire par la remise de la gestion des institutions de production à des collectifs de travailleurs elles-mêmes, sans comment.

JUNIO 36 par J. DANOS et M. GIBELIN. En vente à la S.P.E.L. 350 fr.

LA VIE DU PARTI

CONVOCATION DU COMITE CENTRAL. Les membres titulaires et suppléants du Comité Central sont convoqués à sa prochaine session qui aura lieu les 28 février et 1er mars, à Paris.

JOURNEES D'ETUDE DE LA REGION PARISIENNE. Contrairement à l'information parue dans notre dernier numéro, les Journées d'étude de la Région Parisienne se tiendront: les 28 et 29 mars.

Cercle LENINE. Vendredi 20 février, à 20 h, 30 à la Mutualité - Salle M. RANGOUN. Socialistes Coloniaux contre Socialistes Occidentaux.

LEHETROTRO

III. — DE « L'IDEOLOGIE STALINIENNE » A LA NOUVELLE « CLASSE BUREAUCRATIQUE »

Les tenants qui ne font que la conception trotskiste de la bureaucratie soviétique ont malheureusement une idée erronée, que le stalinien possède une doctrine qui lui est propre. Cette croyance, Pablo semblait aujourd'hui la partager lorsqu'il nous parle de « CO-DIRECTION DU MOUVEMENT STALINIEN INTERNATIONAL » par la Chine et par le Kremlin...

A toutes ces questions les trotskistes répondent négativement. Les bureaucraties de l'U.R.S.S. n'ont jamais pu ni même tenté de définir une nouvelle doctrine, contrairement à ce que fait toute formation sociale historiquement nécessaire, toute classe.

« La bureaucratie stalinienne non seulement n'a rien de commun avec le marxisme, elle est encore étrangère à quelque programme, doctrine ou système que ce soit. Son idéologie est imprégnée d'un subjectivisme absolument polaire, sa pratique, d'un empirisme de pure violence. Par là sont même de ses intérêts, la caste des usurpateurs est hostile à la théorie; ni à elle-même, ni à autrui, elle ne peut rendre compte de ce qui révolte, ce qui développe et ce qui tue. Elle ne peut que se défendre, non par la plume des théoriciens mais avec les bottes de la Goupolov » (Léon Trotsky; « Bolchevisme et stalinisme », 1937).

Y aurait-il possibilité d'une codirection stalinienne, c'est-à-dire d'une double subordination de l'un des deux à l'autre en un plein essor? Une doctrine stalinienne amendée aurait-elle survécu à la victoire du prolétariat révolutionnaire en Chine ou serait-elle même née au cours de la révolution? Mais, ajoute Pablo, cette co-direction « est un élément désagrégeateur du stalinisme ». En précisant ainsi, il introduit une nouvelle confusion.

« Nous devons être un contre le régime de l'Union Soviétique et le mouvement stalinien international » en tant que tel, c'est la Révolution chinoise et cette fameuse CODIRECTION actuelle, loin d'être un élément désagrégeateur, exprime au contraire l'effort d'un développement de la bourgeoisie contre-révolutionnaire de l'U.R.S.S. et de l'É.T.I. en l'opposition à la bourgeoisie révolutionnaire.

L'idée de « codirection » manifeste une grande incompréhension du caractère irréductibles de l'opposition entre la bureaucratie soviétique et la Révolution en mouvement. A plusieurs reprises Pablo nous parle de « victoires du stalinisme », ou de « pseudo-victoires du stalinisme » pour désigner le développement de la révolution en Chine, en Autriche, en Hongrie, etc.

par FAVRE-BLEI

devoir faire place à cette autre affirmation: « la révolution de la classe hist d'une doctrine particulière, distincte de la théorie de l'Etat ouvrier russe est-t-elle vraiment un Etat ou une révolutionnaire de Trotsky? L'Etat ouvrier sera la transition entre le capitalisme et le socialisme révolutionnaire ».

« Bien qu'il ne tranche pas nettement ni dans ses affirmations sur ce point soient très contradictoires, nous sommes sans hésitation avec quoi que ce soit, la réalité de la nouvelle doctrine de Trotsky, nous sommes sans hésitation avec quoi que ce soit, la réalité de la nouvelle doctrine de Trotsky, nous sommes sans hésitation avec quoi que ce soit, la réalité de la nouvelle doctrine de Trotsky ».

« Les siècles de TRANSITION. Nous sommes marxistes de la dictature du prolétariat, nous sommes marxistes de la dictature du prolétariat, nous sommes marxistes de la dictature du prolétariat, nous sommes marxistes de la dictature du prolétariat ».

« Nous sommes marxistes de la dictature du prolétariat, nous sommes marxistes de la dictature du prolétariat, nous sommes marxistes de la dictature du prolétariat, nous sommes marxistes de la dictature du prolétariat ».

FOSTER DULLES en EUROPE

COMME nous l'avions laissé prévoir Eisenhower fait un pas de plus vers l'agression contre la Chine en « déneutrant » Formose...

des plus fortes menaces du monde. De fin 1951 à fin 1952, les réserves d'or allemandes sont passées de 110 millions de DM à 587 millions de DM...

Les réserves de dollars ont presque quadruplé. Avec ou sans l'armée européenne, l'Allemagne est dès aujourd'hui la plus forte puissance capitaliste d'Europe...

Mais la préparation de la guerre contre l'U.R.S.S. et les Etats ouvriers d'Europe orientale se heurte à la résistance de la classe ouvrière...

Ainsi les différentes bourgeoisies d'Europe se trouvent acoules par la décapitation même du régime capitaliste...

G. BLOCH.

M. Dulles trouve la France en pleine crise économique et financière. La classe est viciée, et M. Dulles est peu disposé à la remplir...

Car à Bonn, M. Dulles découvre une situation de nature à le satisfaire davantage. La bourgeoisie allemande a pu reconstruire son potentiel industriel...

Le Deutchmark est aujourd'hui l'une des plus fortes menaces du monde. De fin 1951 à fin 1952, les réserves d'or allemandes sont passées de 110 millions de DM à 587 millions de DM...

Les Socialistes et la loi Mac Carran. A la suite de la récente affaire de l'interrogatoire de l'équipage du « Liberté » par les autorités américaines...

S.P.E.L. S.TALINISME ET BOLCHEVISME de Léon TROTSKY. brochure ronéotypée : 30 fr.

S.N.I. F.O. C.F.T.C. M.T.L.D. ont pris en mains l'affaire RENARD

Le 25 janvier se sont réunis des représentants du Syndicat National des Instituteurs (section de Boulogne), du Syndicat Force-Ouvrière et de la section M.T.L.D. des usines Renault.

Nous publions ci-dessous quelques extraits, malheureusement trop courts d'une lettre pathétique adressée à l'opinion publique par 35 prisonniers politiques nord-africains...

Depuis notre incarcération nous sommes l'objet de mesures d'exception, d'injustices et de brimades.

Pour faire valoir nos droits les plus élémentaires, nous avons d'abord fait toutes les démarches auprès de l'administration pénitentiaire...

Au cours de chacune de ces grèves, le directeur prend l'engagement de faire cesser ces abus et promet de faire respecter nos droits...

Le régime alimentaire est tout à fait défectueux à plusieurs points de vue, notamment au point de vue préventif...

Le 25 janvier se sont réunis des représentants du Syndicat National des Instituteurs (section de Boulogne), du Syndicat Force-Ouvrière et de la section M.T.L.D. des usines Renault.

l'impression d'Alger

biement pour le blanchiment des murs. L'ordre était bien de traquer et sentait assez fort le mazout.

Dans le domaine de l'hygiène, il nous a été donné de constater la plus grave atteinte qu'on ait portée aux droits d'un détenu. Nous sommes privés de notre carton de savon depuis le mois d'avril 1952...

Quant aux visites médicales, nous avons des conditions de maladie à été reconnue par d'autres docteurs et spécialistes. Ces co-détenus se sont vu infliger des peines de cellule pour consultation non prévue.

A l'heure actuelle notre état de santé est des plus alarmants. Sur 28 détenus trois sont à l'hôpital, un tuberculeux, un asthmatique et un troisième doit nous ignorer encore...

Huit sont atteints d'une maladie de la gorge; cette dernière s'enfle et en s'irritant provoque une toux et même des vomissements.

Le médecin actuel, M. Fouteneau, s'acharne contre nous et ne veut reconnaître aucune des maladies.

Il y a aussi la question de ce qu'on appelle « la fouille »; c'est, en d'autres termes, un droit de notre côté et déposé et tenu à notre disposition deux fois par semaine.

Nous pouvons donc être après considération. Les droits relatifs que, de tous les droits d'un détenu, il ne nous reste que celui du pain et de la bouillie d'ailleurs inimmangeable.

MARTY continuera-t-il A SE TAIRE ? (Suite de la première page.) Ainsi Léon Mauvais avoue, il avoue qu'il existe une minorité des membres du Parti qui sont solidaires de Marty...

Mais le silence de Marty fait le jeu des bureaucraties car il démoralise les militants de base et de cadres qui attendent que quel- qu'un exprime ce qu'ils pensent...

La peur d'être calomnié pour critique publique du Parti ? Mais Mauvais lance déjà cette calomnie et lui adjoint celle de duplicité !

La crainte de faire le jeu de la bureaucratie ? Mais rien n'est plus agréable à la bourgeoisie que de voir se développer la décomposition du mouvement syndical et du P.C.F., sans qu'aucun centre ne permette aux innombrables militants dégoûtés du stalinisme de se réorganiser pour le combat !

Le silence de Marty ne peut qu'accroître le désarroi et la désorganisation des militants communistes et, par conséquent, de la classe ouvrière elle-même.

ROTSKY (III) (OU YA PABLO ?) 1951. que ce l'évolution de la Chine PEUT SAVERER la bureaucratie soviétique ? nous arrivons à nous expliquer dans quelle conjonction, dans quel contexte la Chine peut sauver seulement l'existence soviétique ?

productives et de la culture) devient un mal historiquement nécessaire, c'est-à-dire une classe. Ce que nous voyons, c'est que la caste bureaucratique de l'U.R.S.S. que nous considérons comme le produit spécifique de 25 années de dégénérescence du régime d'Etat ouvrier...

RE-BLEIBTREU. l'affirmation de la domination bourgeoise succédant à la domination prolétarienne du dépassement de la classe historique progressive, dotée strictement de la théorie marxiste.

« Dans la dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique ce ne sont pas les lois générales de la société contemporaine dans son passage du capitalisme au socialisme qui trouvent leur expression, mais une infraction particulière, exceptionnelle et temporaire à ces lois en présence de l'Etat arriéré d'un pays révolutionnaire et de l'encerclement capitaliste... » (Léon Trotsky, « L'U.R.S.S. dans la guerre »).

ECLES DE TRANSITION. ment sur ce point, l'opinion de Trotsky ? la dictature du prolétariat, du dépassement de la classe par « la vie » et par « l'expérience » ?

(1) « Quelques voix s'élevèrent : si nous continuons à considérer l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier nous devons nous inscrire à l'Etat ouvrier contre-révolutionnaire. Cet argument tente de frapper nos imaginations et nous propose à une bonne mesure programmatoire une réalité misérable, méprisable, repugnante même. Mais nous nous sommes observés jour en jour depuis 1927 comme les chiens de la révolution mondiale...

LECTEURS, ABONNES. Pour aider "La Vérité" Faites-lui des lecteurs Envoyez-nous trois lettres de lecteurs possibles, nous leur ferons un service gratuit limité.

Développons l'Unité d'Action (Suite de la première page) acabit ne pouvaient mener loin et la base, la simple réalisation de conditions unitaires amenait au Comité de nombreuses adhésions que la seule C.G.T. n'aurait pu obtenir.

de tous les pays. COREE. — 87 hommes et un officier du 66<sup>e</sup> régiment américain ont comparu devant un conseil de guerre pour avoir tué des femmes américaines...

Unité. L'unité d'action, après la manifestation du 8, après le mouvement Fosters résolulement unitaire contre vents et marées, aura ouvert la voie du redressement ouvrier.

Aux U.S.A. le représentant républicain Oskoui a assuré devant l'Association nationale des Femmes Américaines qu'il avait au moins 3.500 soldats américains en Corée, seraient été abattus par les forces communistes officielles.

Unité réalisée par conviction ou submersion arracherait non seulement les revendications et le respect des droits démocratiques, mais aussi fournirait les moyens de résoudre le problème du pouvoir, en affirmant dans l'action qu'il est l'heure d'éviter la catastrophe et pour les représentants du prolétariat de saisir les leviers de commande.

# SUR LE FRONT OUVRIER

PREMIERE LECON DU COMBAT DES POSTIERS

## IL N'EST DE FRONT UNIQUE QUE DE LA BASE AU SOMMET

La division syndicale qui ronge et impuissante les rangs ouvriers régnait particulièrement dans la corporation postale. Ainsi le montrent les résultats des élections aux commissions paritaires du 1er février 1952 où la Fédération Nationale des Travailleurs des P.T.T. (C.G.T.), la Fédération Nationale des Postiers (F.N.P.), la Fédération des Syndicats Chrétiens des P.T.T. et la Fédération Nationale de Syndicats Autonomes des P.T.T. obtinrent respectivement 17, 14, 29 et 12 milliers de voix.

Donc, dans les P.T.T. plus que partout ailleurs, pas de victoire revendicative importante sans le Front Unique des Syndicats.

Et précisément, devant l'ensemble de la classe ouvrière c'est cette leçon dans les P.T.T. peut se liquider comme partout ailleurs le mouvement des Postiers pour arracher la prime de fin d'année.

Les rédacteurs de La Fédération Postale, organe de la C.G.T., semblent avoir un avis différent. Le numéro de janvier 1953 indique : « La division dans les P.T.T. peut se liquider comme partout ailleurs. Car elle se liquide. Et c'est là pour les Postiers une très grande chose. Ils ont vu cette fois que L'UNION A LA BASE est, comme nous n'avons cessé de le démontrer, la solution, la voie à suivre pour y parvenir. »

En effet, au développement rapide de notre magnifique mouvement correspondait une solide structure à la base, souvent jusqu'à l'échelle du département. Son Comité régional et son Bureau national en étaient des exemples.

Mais cette « union à la base » — de départ — avait une perspective. Le Congrès National des Délégués pour la Prime se félicitait notamment de l'appui des fédérations C.G.T. et Autonomie et, d'autre part, en adressant son appel à F.O. et à la C.F.T.C., réclamait l'entente de tous les syndicats.

Or, le mouvement de « union à la base », dans ses démonstrations, n'a ni commencé déclinément, ni submergé les dirigeants F.O. et C.F.T.C. C'est au début de la phase de réaction du mouvement que ces dirigeants, espérant tirer leur épingle du jeu, parlèrent de « prime uniforme » ou d'« avance ». De plus, forts de ces nouvelles positions, ils considèrent à tort, admettent de se retirer du mouvement. Ce que l'on peut dire, c'est que de ces dirigeants.

Aujourd'hui les Postiers de la base attendent. Ils savent que l'ampleur de leurs démonstrations n'a pas suffi à faire passer le ministre. Il leur faut donc autre chose. L'unité à la base risque de rester vide de sens pour l'immédiat et aussi pour longtemps si les quatre fédérations, qui aujourd'hui se prononcent POUR une prime, ne frappent pas ensemble.

En ses réunions des 13 et 14 janvier, le Comité national s'est fixé une telle orientation, seule capable de permettre un rebondissement. Mais il est dommage — pour le moins ! — que le juste contenu du tract communiqué aux Postiers au meeting du 22 janvier n'ait pas constitué exactement l'axe politique de ce meeting. Car répondre à une lettre de refus sectaire de Force Ouvrière par une autre attitude de dénégation et de sectarisme, c'était reculer de deux pas sur le chemin de l'unité et en fin de compte désarmer les 3.000 Postiers venus ce soir à la Mutualité.

Une lettre publique de Force Ouvrière demande l'unité d'action aux syndicats qu'elle baptise « libres » — c'est-à-dire tous, à l'exclusion de la C.G.T. — pour réclamer au ministre une prime uniforme dans les jours qui viennent un souci majeur pour le Comité national ainsi que pour les fédérations qui l'appuient, car de la correction de cette réponse dépend en grande partie le succès revendicatif.

Il s'agit de mettre les dirigeants de Force Ouvrière au pied du mur. Leur attitude sectaire à l'égard de la C.G.T. est hautement blâmable ! Bien sûr, ce n'est pas la première fois. Mais pour l'instant, devant le ministre qui fait à son tour des révélations, les dirigeants F.O. ne peuvent rien obtenir seuls et il leur faut entrouvrir timidement la porte.

La Fédération Nationale des Syndicats Autonomes des P.T.T. est invitée en tant que syndicat « libre ». Elle s'y rendra. Et forte de l'unité réalisée avec la base — revêtue de la liberté — elle s'efforcera, elle saura imposer ses vues à la table, autour de laquelle on conviendrait s'asseoir, dans un délai que tous les Postiers espèrent court. Frischmann et Gastaud, dirigeants de la C.G.T.

Ge jour là, comme le déclare une résolution de la section F.O. de Paris-Gare Saint-Lazare, « l'action conjuguée de toutes les centrales syndicales sera un gage de succès pour notre revendication. »

G. MOUGARD, Délégué du Comité Régional Parisien pour la Prime.



## Une tactique patronale et sa riposte : unité d'action

CHEZ Renault, l'opération Lefaucheux concernant les licenciements se déroule en trois temps.

Premier temps. — Lefaucheux entretient la psychose des licenciements. Il « installe » les licenciements dans l'entreprise. Il fait des licenciements une réalité sans que leur nombre soit important au point de déclencher une riposte vigoureuse et généralisée. Il licencie d'abord les secteurs les moins concernés, les employés, les services d'entretien et une partie du personnel féminin. Il agit d'endormir la vigilance ouvrière, de faire croire aux travailleurs que ces mesures entrent dans le cadre

d'une organisation ou d'une réorganisation de l'entreprise.

Deuxième temps. — Lefaucheux licencie massivement les mensuels (disons de 1.000 à 1.500). En touchant d'abord les mensuels, le patron entend dissocier la front de combat. Il sait l'opposition qui existe entre mensuels et « horaires ». Mobiliser l'ensemble du personnel pour défendre 1.500 mensuels est beaucoup plus difficile que déclencher un mouvement de tous les ouvriers pour défendre un millier d'« horaires » menacés de chômage.

Troisième temps. — Lefaucheux licencie de 3.000 à 5.000 ouvriers en ayant pris soin

au préalable, de « purger » l'entreprise de tous les éléments gênants. L'opération « Grande Lessive » est réalisée. Ce plan montre que le patron français entend bien :

1° Ne pas supporter les frais de la crise industrielle ;

2° Créer une armée de chômeurs pour passer sur le marché du travail. C'est ce que la C.N.P.F. appelle : l'adaptation de l'industrie à une situation nouvelle ;

3° Profiter de cette occasion pour faire une épuration politique dans les entreprises dont les syndicats indépendants et « maison », c'est-à-dire fascistes, seraient les principaux bénéficiaires.

Outre Renault, nous avons vu ces mois derniers, quantité de petites et moyennes entreprises fermer leurs portes et licencier tout ou partie de leur personnel. Nous avons vu également nombre de ces entreprises réembaucher des travailleurs à des taux inférieurs et après enquête sérieuse (exemple des usines Salomon). Sans compter le nombre d'entreprises lockoutées.

Le mouvement de « union à la base » trouve donc face à face avec le patron français et ses prérogatives essentielles : la contrôle sur l'embauchage et le débouchage, l'orientation de la production vers les besoins vitaux et pacifiques, de la population ; son contrôle en vue de son organisation.

Les patrons et le gouvernement ne se font pas faute de spéculer sur l'extrême division ouvrière.

Aujourd'hui, le position des organisations politiques et syndicales sur l'unité du front ouvrier est la pierre de touche de la volonté de ces organisations de se battre contre les projets patronaux et gouvernementaux de misère et de guerre.

Depuis la scission syndicale, la Confédération Force-Ouvrière s'est distinguée dans son volonté de ne pas réaliser l'unité de front avec la C.G.T. Cette politique est un frein considérable à l'action ouvrière et une entrave à de possibles victoires.

Durant toute cette période, la C.G.T. pratiqua, de façon diverse, le contrôle de la main tendue à la centrale réformatrice, à l'encontre du P.C.F. qui, lui, s'abstint de toute démonstration de cet ordre.

Qui plus est on peut voir chez Renault, le P.C.F. prendre l'initiative de la lutte contre les licenciements en sortant un tract violemment anti-unionnaire, avant que la C.G.T. n'ait pris position et attaqué les autres organisations syndicales sur cette question où précisément l'accord semblait pouvoir aisément se faire.

Mettre l'accent sur le front unique à la base en niant la nécessité et l'utilité du front unique au sommet, c'est créer une impasse totale à la contre-offensive ouvrière.

Il est clair par exemple que chez Renault la lutte contre les licenciements risque de s'enliser si les organisations syndicales ne réalisent pas un accord minimum contre Lefaucheux. Il va de soi que, cet accord étant réalisé, les comités de base, démocratiquement élus doivent rester le moteur de la lutte.

Daniel RENARD.

## Echos de chez Renault

Fruit de la polémique sectaire entre les différents syndicats : certains ouvriers de diverses appartenances, qui étaient prêts à prendre ou à reprendre leur carte l'ont refusée en disant : « C'est la C.G.T. qui nous représente, elle est la seule syndicale, elle ne sert à rien d'être syndicaliste, on verra ce quand ils auront fini de se « bouffer le nez » ».

Le syndicat fasciste, le S.I.R., tente démagogiquement de profiter de cette situation pour se renforcer dans l'usine.

Dans un tract, il se déclare pour une conférence de l'automoteur, organisée par tous les syndicats, contre l'augmentation des cadences (tant qu'il n'y a pas modification de l'outilage) et les licenciements ; mais il montre son véritable visage d'agent du patron en menant, dans ce même tract, campagne pour la productivité et l'association capital-travail.

Le parti défend dans l'usine par la Vérité, le front unique de la base au sommet. Et la section Renault du P.C. a jugé bon d'intervenir en nous colonisant, nous traitant de policiers... parce qu'il paraît que nous défendons la « femme au foyer » et prêchons la division entre les mensuels et les ouvriers dans les ateliers.

Dans ce tract, tous les syndicats de l'usine sauf la C.G.T., étaient également mis en cause de façon sectaire et sur les mêmes points. Fait caractéristique, aucun militant du P.C. n'a osé prendre la responsabilité de ce tract ; aucun ne l'avait lu !

(CORRESPONDANT.)

MILITANTS OUVRIERS  
Ecrivez à « La Vérité »  
à tous.  
Elles nous aideront tous à mieux combattre.  
Devenez correspondants de « LA VERITE »

## Roger PANNEQUIN développe la ligne Lecerœur

DANS France Nouvelle du 17 janvier, Roger Pannequin, membre du Comité Central du P.C.F., définit les applications pratiques de la ligne Lecerœur du Front Unique dont Lecerœur, secrétaire du Parti, s'est fait le porte-parole à Neux-les-Mines.

Il prend violemment à partie la Fédération du Nord-Maritime, coupable « d'opportunistisme ».

« Que cache cette accusation ? L'influence, encore importante, de la social-démocratie dans cette région ne peut qu'asservir les communistes à réaliser de nombreuses actions communes avec les organisations socialistes. »

Ces actions sont les plus souvent limitées au soutien de revendications économiques et immédiates pour la simple raison que l'absence de toutes divergences sur ces questions est particulièrement favorable au Front Unique.

Ceci n'a pas l'heur de plaire au Comité Central du Parti communiste, et Pannequin, chargé de mission de cet organisme, brandit l'épouvantail de la « déviation économiste » et de « l'opportunistisme ».

Puis actions ont été menées ces derniers temps, raconte Pannequin, mais, horreur ! des « chefs-lignes socialistes » (Pannequin dit) ont pris leur part dans ces luttes communes. Ce qui suffit à transformer ces belles actions en graves erreurs condamnables.

Cependant, les récommunications, assorties ou non de citations isolées, sont impuissantes à faire disparaître la réalité.

Ainsi Pannequin reprend une vieille légende éprouvée et à deux temps : opposer les travailleurs socialistes à leurs dirigeants et politiser les actions unies.

C'est-à-dire mêler aux revendications économiques les mots d'ordre relatifs au pacte de paix entre les Cinq Grands, à la coopération pacifique, au Front National Uni.

L'acharnement sectaire des dirigeants stalinistes à briser, de toutes les façons, le front ouvrier qui tend à se ressouder ne trouve qu'une seule explication : l'orientation vers le Front National Uni est incompatible avec une politique correcte de Front Unique.

Heureusement la réalité quotidienne contrebait souvent les directives navrantes.

A preuve la lutte unie des postiers et les appels unitaires du Comité National pour la prime. Témoin le combat des Travailleurs de l'Etat C.G.T. et C.F.T.C. et l'appel adressé par les deux fédérations à la Fédération F.O.

Enfin, il y a quelques jours, l'Union des Syndicats de la région parisienne C.G.T. et le Syndicat de l'Enseignement de la région parisienne (Autonomie) ont formé un comité d'initiative pour commémorer l'anniversaire du 12 février 1934 en acceptant des

conditions qui doivent permettre la participation de tous.

Autant de formes d'unité qui n'ont rien de commun avec les violences sectaires de la direction du Parti communiste, et dont l'exemple sera retenu.

Nous reviendrons dans nos prochains numéros sur ce problème essentiel dont dépend la capacité de résistance de la classe ouvrière, car les fédérations communistes de la Somme et du Pas-de-Calais sont accablées des mêmes reproches.

L. FONTANEL.

## LA VRAIE RELANCE

## Plan de production et contrôle ouvrier

A bourgeoisie parle de « relance » de l'économie, obligée par la nécessité de reconstruire la crise qu'elle lui par ailleurs en triquant les statistiques (sur le nombre des chômeurs par exemple).

Mais, pas plus que les précédents, le gouvernement Mayer ne pourra redresser la situation économique.

René Mayer est au sein du gouvernement un représentant de la haute banque, un particulier du groupe Rothschild.

Nous voyons semaine après semaine le rôle dérisoire joué par la relance économique. Elles investissent leurs fonds à condition qu'ils leur rapportent. Et quel intérêt ont-elles à nous toucher en avançant à la S.I.O.P. les sommes nécessaires à la paie des ouvriers ? Aucun. Peu importe aux banques que non seulement les ouvriers licenciés n'ont plus de travail, mais encore qu'ils perdent chacun 30.000 à 40.000 fr. dans cette affaire. Par ce moyen ils aident au contrôle des patrons groupés fermés de chômeurs dont ils se servent pour faire pression sur les ouvriers restés à l'intérieur de l'entreprise et les déclamer contre eux.

Les banques n'ont rien de productif, que presque exclusivement aux industries d'armement. Les débouchés extérieurs se restreignent de plus en plus, c'est la seule branche qui peut permettre une relance avec la préparation de la prochaine guerre.

Pour lutter contre ces manœuvres et permettre le mouvement d'un plan d'investissement est, dans ces conditions, dans les autres, besoin d'établir un contrôle rigoureux du crédit avec l'aide des employés de banques eux-mêmes.

Cette méthode limiterait le contrôle ouvrier dans les entreprises permettant la vérification de leurs dépôts et mouvements de fonds.

Dans les banques cependant, les seules mesures de contrôle sont insuffisantes et risquent d'être totalement ignorantes. Les banquiers ont établi un système très compliqué de filiales fictives, d'hommes de paille et de corruption, système dans lequel ils sont les seuls à évoluer à l'aide.

Le seul moyen pour permettre un contrôle efficace, une vue totale de la situation financière à l'échelle du pays, du placement des milliards des capitaux, c'est la fusion de toutes les banques en une seule banque d'Etat.

Par l'abolition de toutes ces mesures d'urgence, et si limitées soient-elles, les travailleurs se heurteront sans aucun doute à l'opposition acharnée du patronat.

Pour briser cette opposition à l'unique relance économique, véritablement nous suppose pas, elle, la mise sur la grande masse, les ouvriers devront briser la classe qui est responsable et en premier lieu son appareil direct : le gouvernement bourgeois.

Roger SONTET.

(CORRESPONDANT.)